

ARTICLE – REVUE *RELATIONS***Bâtir un contre-pouvoir**

Par Anna Kruzynski et Marcel Sévigny

Les auteurs sont membres de la Pointe libertaire

L'indignation et la colère peuvent être canalisées dans une stratégie de lutte ramenant le milieu communautaire à l'idéal de changement social qui l'animait à ses débuts.

Plus de 20 ans nous séparent du déclin d'influence de la frange combative et critique du mouvement populaire au Québec. Depuis, les groupes communautaires ont participé massivement aux instances de consultation et de concertation, réussi à faire adopter par le gouvernement une politique de reconnaissance et de financement, se sont engagés activement dans une économie dite « sociale » et ont accepté d'offrir de plus en plus de services qui l'étaient auparavant par le système public. Il ne s'agit pas là d'une victoire, car cela s'apparente plus à une gestion palliative des conséquences du néolibéralisme qu'à une action sociale menant à l'éradication des causes des injustices[1].

Ce virage n'est pas innocent. Il s'agit de l'instauration, petit à petit, d'un État partenaire (ou subsidiaire) dont une des caractéristiques principales est le concept de gouvernance. Cette manière de faire est pensée par les stratèges du néolibéralisme afin d'imposer en douce des politiques impopulaires. La logique est simple. Si les acteurs de la « société civile » sont parties prenantes des décisions prises au sein des structures de partenariats de l'État – avec, à leurs côtés, les chefs d'entreprises, les politiciens et autres intéressés –, ils seront en moins bonne position pour construire un rapport de force qui pourrait entraver la bonne marche de la machine néolibérale.

Graduellement, on assiste donc à une dépolitisation des problèmes auxquels se confronte le mouvement communautaire. Les courants plus critiques se voient marginalisés, taxés de refuser les occasions de rebâtir une supposée social-démocratie renouvelée. Chez bon nombre de militants et d'intervenants sociaux, la perte des repères et d'imaginaire politique, liée à la transformation et au changement social, provoque des effets déprimants. Avec le temps, la morosité s'installe et engendre une sorte de lente dissolution des fondements mêmes du mouvement communautaire. Le bilan n'est pas reluisant.

Une stratégie en trois parties

Pour transformer la situation, il faut reconnaître que les autorités ne sont pas nos alliées et que leurs intérêts ne sont pas les nôtres. Cela nous permettrait de retrouver notre colère et notre combativité face aux tragédies sociales et de reconstruire ainsi notre autonomie. Pour ce faire, nous proposons une stratégie en trois parties.

Premièrement : mettre des bâtons dans les roues du système. Cela veut dire bâtir un contre-pouvoir dont le but est de contraindre les décideurs – et non de tenter de les convaincre – à ne pas aller de l'avant ou à modifier leurs objectifs. Illustrons cette idée par deux luttes menées par la Table des groupes communautaires de Pointe-Saint-Charles, Action-Gardien, à Montréal. La première qui visait à contraindre a été gagnée; la deuxième, qui tentait de convaincre, a été perdue.

Action-Gardien participait à un processus de concertation avec Bâtir son quartier (un groupe de ressources techniques), le RESO (une corporation locale de développement économique et communautaire) et l'arrondissement Sud-Ouest de Montréal au moment où Loto-Québec a annoncé le projet de déménager son casino à Pointe-Saint-Charles. Rapidement, le débat s'engage et les divergences apparaissent. Action-Gardien se dissocie de la concertation afin de récupérer son autonomie d'analyse stratégique et d'action. Il mobilise la population contre le projet : pétitions, assemblées publiques, porte-à-porte, comité de lutte, conférences de presse, manifestations, etc. Tous les moyens sont utilisés pour instaurer un contre-pouvoir. Les avis de la Direction de la santé publique et du Rapport Coulombe viennent appuyer la position d'Action-Gardien. Le 6 mars 2006, c'est la victoire : Loto-Québec retire son projet de 1,3 milliard \$. Les élites politiques et économiques accusent les contestataires d'immobilisme, des éditorialistes s'émouvent, des colloques où l'on se demande comment faire pour éviter que cela ne se reproduise sont organisés. La stratégie de construire un contre-pouvoir autonome avait réussi à perturber le système des intérêts politiques et économiques dominants.

En ce même printemps 2006, arrive le projet de plus de 1000 condos et d'environ 150 logements communautaires dans l'édifice Nordelec. Action-Gardien décide de « jouer le jeu » et participe aux consultations publiques mais, cette fois, en négligeant la construction d'un rapport de force. Pourtant, le projet Nordelec comporte de très nombreux

**Relations no 731**

mars 2009

irritants soulignés par Action-Gardien dans un mémoire très étoffé. Quelques mois plus tard, les résultats de la consultation sont mis à la poubelle par le comité exécutif de la Ville de Montréal, qui adopte sans modification le projet du promoteur.

Deuxièmement : revendiquer des réformes stratégiques, voire « révolutionnaires ». L'angle d'attaque doit remplir trois conditions : avoir un effet immédiat sur les conditions de vie des gens, légitimer le moins possible le système en place et provoquer une brèche dans la logique du système.

Prenons l'exemple du transport. Axé sur l'industrie automobile – pilier du système économique – on en connaît les effets désastreux : pollutions diverses, insécurité, mortalité, stress, gaspillage, etc. Sous cette dictature de l'automobile, les autorités politiques tergiversent, manière de refuser d'accorder la priorité absolue au transport collectif partout dans les zones urbanisées.

Dans ce brouhaha, des groupes revendiquent l'instauration d'une tarification sociale, c'est-à-dire la gratuité ou une tarification réduite des transports pour les personnes à faible revenu. Loin d'être révolutionnaire, cette revendication reprend la logique d'un système à deux vitesses : transport en commun pour les pauvres, transport individuel pour les mieux nantis. En prônant une telle mesure, on renforce une pratique qui divise l'ensemble des usagers et usagères du transport en commun en « bons payeurs », d'un côté, et en « mauvais profiteurs », de l'autre – une dynamique qui n'est pas propice à la construction d'une solidarité interclasse. Petit gain pour les plus pauvres, mais grande victoire pour un gouvernement qui se vante alors d'être à l'écoute des plus démunis...

Or, cette tarification sociale pourrait être gagnée dans la foulée d'une campagne plus radicale pour le transport gratuit. C'est une question de stratégie. En effet, si nous revendiquons le transport gratuit pour tous, nous soutenons un système public universel et un moyen de lutte contre la destruction de la planète. Nous nous attaquons également à la logique de la croissance économique. Si le contre-pouvoir est fort, le gouvernement pourrait être contraint d'instaurer une tarification sociale – ce qui produirait un effet immédiat sur les conditions de vie des plus démunis. Et si nous résistons à la logique des négociations, il lui sera difficile de récupérer notre discours (celui-ci étant bien trop « révolutionnaire ») pour redorer son image.

Troisièmement, canaliser des énergies vers la création d'alternatives locales, autonomes et subversives. Ce n'est pas assez de bloquer le bulldozer du capitalisme, ni de revendiquer des réformes stratégiques. Les alternatives servent à démontrer que nous sommes capables de nous organiser pour un vivre-ensemble égalitaire et écologique, sans dépendre des élites politiques et économiques.

Le Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles (CSA), par exemple, cherche à prendre possession d'un bâtiment vacant et convoité par des promoteurs immobiliers capitalistes pour y installer toute une panoplie de projets antiautoritaires et autonomes : une salle de spectacle, un café-bar, une salle de cinéma, un atelier de réparation de vélos, un restaurant approvisionné à même les surplus du marché, des salles de classe, un atelier de menuiserie. Le CSA est géré par démocratie directe, visant à réduire au maximum les échanges marchands et les rapports inégalitaires. Il préfigure, ici et maintenant, la société juste que nous voulons.

Autre exemple : les groupes du quartier revendiquent sans succès, depuis des années, la réhabilitation des espaces verts par les autorités publiques. Un groupe de citoyens et de citoyennes a donc décidé de procéder sans demander l'autorisation. Il a aménagé un terrain, laissé à l'abandon depuis belle lurette par les autorités sur les abords du canal de Lachine, en sympathique espace vert garni de fleurs, d'arbustes et d'une table de pique-nique. C'est le Jardin de la liberté.

Piège de la participation/concertation

Cette combinaison de stratégies ne mène pas automatiquement à des victoires, loin s'en faut. Elle sert surtout à réintroduire et à réapprendre une démarche d'appropriation des luttes qui permet la reconnaissance des intérêts divergents dans la société, la transformation des rapports de domination en rapports égalitaires, des moments de conscientisation – en somme, tout un processus d'émancipation sociale. Dans cette perspective, même une défaite peut constituer une avancée partielle dans le processus d'appropriation et d'émancipation.

Il faut se le dire : la nouvelle gouvernance, le partenariat, le dialogue et la concertation avec l'État et le milieu des affaires ne sont que des variantes du système de domination. Le mouvement communautaire a pris le risque de jouer le jeu depuis 20 ans. Il a perdu et nous avons tous et toutes perdu ensemble.

[1] Nous reconnaissons que certaines de nos explications tournent les coins ronds. Une analyse plus étayée apporterait nécessairement plus de nuances.